

Sécurité sociale : loi de financement 2011

TRAVAUX DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Adoption du projet de loi le mercredi 20 octobre 2010.

Rapport n° 2916 déposé le 22 octobre 2010

Rapport de M. Yves Bur, UMP, Bas-Rhin (Recettes et équilibre général), **M. Jean-Pierre Door**, UMP, Loiret (Assurance maladie et accidents du travail), **M. Denis Jacquat**, UMP, Moselle (Assurance vieillesse), **Mme Marie-Françoise Clergeau** (Famille), SRC, Loire-Atlantique, et **Mme Bérengère Poletti** (Médico-social), UMP, Ardennes.

Audition de **M. Didier Migaud**, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale, le 6 octobre 2010

Audition de **M. François Baroin**, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, **M. Eric Woerth**, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, **Mme Roselyne Bachelot-Narquin**, ministre de la santé et des sports, **Mme Nadine Morano**, secrétaire d'Etat chargée de la famille et de la solidarité, et **Mme Nora Berra**, secrétaire d'Etat chargée des Aînés, le 13 octobre 2010

Principaux amendements adoptés par la commission :

NB : En application de l'alinéa 2 de l'article 42 de la Constitution, le texte du PLFSS débattu en séance publique est celui du projet de loi du Gouvernement et non de la Commission. La Commission doit donc présenter ses amendements en séance publique.

Article 8

Non récupération par l'assurance-maladie des 100 millions € votés dans le cadre du PLFSS 2010 pour la branche vieillesse (Mme Bérengère Poletti)

Article 10

Exonération de la contribution de 14 % sur les rentes perçues en dessous de 3462 € par an (M. Yves Bur, M. Pierre Méhaignerie, président, et M. Denis Jacquat)

Article 11

Taxation identique des stock-options et des attributions gratuites d'actions (M. Yves Bur)

Article 12

Bénéfice des allègements généraux réservé aux employeurs à jour de leurs cotisations sociales (M. Yves Bur)

Après l'article 12

Exonérations relatives aux services à la personne limitées à ceux effectués à domicile (M. Yves Bur)

Article additionnel après l'article 13

Nouvelle assiette pour la contribution sur les entreprises de commercialisation en gros de tabac :
5 % sur les chiffres d'affaires hors taxe et 25 % sur la différence entre le chiffre d'affaires de l'année civile et celui de l'année civile précédente (M. Yves Bur)

Assujettissement aux contributions de l'ensemble des indemnités de départ et « parachutes dorés » d'un montant supérieur à trois fois le plafond annuel de la sécurité sociale, soit 103 860 €
(M. Yves Bur)

Article 20

Suppression de cet article tendant à fixer un seuil de 20 millions € pour les exonérations de taxes sur les médicaments orphelins (M. Jean-Luc Prével, NC, Vendée, et M. Guy Lefrand, UMP, Eure)

Article additionnel après l'article 30

Création d'un guichet unique pour simplifier les formalités des employeurs étrangers en matière sociale (M. Yves Bur)

Article 32

Délai préalable à l'entrée en vigueur des mesures conventionnelles de revalorisation tarifaire ramené de six à trois mois (M. Jean-Pierre Door)

Article additionnel après l'article 36

Obligation de remboursement des allocations perçues par l'étudiant choisissant de se dégager de son contrat d'engagement de service public (Mme Valérie BOYER, UMP, Bouches-du-Rhône)

Extension aux sages-femmes du dispositif de substitution possible de l'ONIAM au professionnel pour sa responsabilité civile (M. Jean-Pierre Door)

Obligation de publicité des conventions conclues entre les professionnels médicaux et les entreprises (Mme Marisol Touraine, SRC, Indre-et-Loire, et les membres du groupe SRC)

Prise en compte pour l'application des quotas d'officines pharmaceutiques du nombre d'officines regroupées (M. Jean-Pierre Door)

Possibilité pour la convention médicale de prévoir une rémunération des médecins à la performance comme pour les contrats d'amélioration des pratiques individuelles (CAPI) (M. Jean-Pierre Door, M. Jean-Luc Prével, NC, Vendée)

Possibilité pour l'accord national entre l'assurance maladie et les centres de santé de prévoir une rémunération de ces centres à la performance (M. Jean-Pierre Door)

Obligation de délivrer des dispositifs médicaux avec un conditionnement correspondant à la prescription (Mme Valérie BOYER, UMP, Bouches-du-Rhône)

Mécanisme de maîtrise des dépenses de prescription hospitalière en ville étendu aux établissements privés (M. Jean-Pierre Door)

Rapport annuel au Parlement sur l'application des franchises médicales (Mme Marisol Touraine, SRC, Indre-et-Loire, et les membres du groupe SRC)

Article additionnel après l'article 37

Garantie du statut conventionnel pour les professionnels libéraux coopérant avec un service de soins infirmiers à domicile (M. Yves Bur)

Article additionnel après l'article 39

Intervention de l'ONIAM pour l'indemnisation des victimes d'un acte lié à la naissance
(M. Jean-Pierre Door)

Article 40

Suppression de cet article tendant à expérimenter des « maisons de naissance » (Mme Jacqueline Fraysse, GDR, Hauts-de-Seine , M.Guy Lefrand, UMP, Eure , M. Jean-Luc Prével, NC, Vendée, et M. Dominique Tian, UMP, Bouches-du-Rhône)

Article additionnel après l'article 42

Mise en place par les établissements publics hospitaliers d'une comptabilité analytique avant 2012 (M. Pierre Morange, UMP, Yvelines, M. Jean Mallot, SRC, Allier, et M. Dominique Tian, UMP, Bouches-du-Rhône)

Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les bilans patrimoniaux des établissements publics hospitaliers (M. Pierre Morange, UMP, Yvelines, M. Jean Mallot, SRC, Allier, et M. Dominique Tian, UMP, Bouches-du-Rhône)

Régime d'autorisation expérimentale, pour trois ans, pour les plateaux d'imagerie (M. Yves Bur)

Possibilité pour les établissements d'intéresser les personnels, sous forme d'une réduction des cotisations sociales (M. Jean-Pierre Door et M. Yves Bur)

Modalités du financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) des maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer (MAIA) et des groupes d'entraide mutuelle (GEM) (Mme Bérengère Poletti)

Ediction règlementaire de contrats-type pour des médecins libéraux en EHPAD (Mme Bérengère Poletti et M. Yves Bur)

Prolongation jusqu'en 2013 de la suspension de la réintégration du coût des médicaments dans le forfait soins des EHPAD ne disposant pas de pharmacie (Mme Bérengère Poletti)

Article additionnel avant l'article 48

Création d'un Comité national de pilotage des médecins et professions paramédicales exerçant à titre libéral (M. Jean-Pierre Door et M. Jean-Luc Prével, NC, Vendée)

Article 55

Suppression de l'article (Mme Marie-Françoise Clergeau et Mme Jacqueline Fraysse, GDR, Hauts-de-Seine)

Article additionnel avant l'article 56

Versement des allocations familiales limité à 20 % du montant total des allocations familiales si un mineur est confié au service de l'aide sociale à l'enfance (M. Yves Bur)

Article 60

Extension aux travailleurs indépendants de la sanction financière en cas d'activité rémunérée non autorisée pendant un arrêt maladie (M. Yves Bur)

Article additionnel après l'article 60

Obligation pour tout autoentrepreneur de déclarer ses revenus aux organismes de recouvrement (M. Yves Bur)

Non-prise en charge des cotisations des professionnels de santé n'acquittant pas leurs contributions (M. Yves Bur)

Cas de travail dissimulé exclus des remises de pénalités ou majorations (M. Yves Bur)

Mise en place pour les URSAFF d'une procédure de flagrance sociale permettant la mise en œuvre de mesures conservatoires (M. Yves Bur)

Extension au minimum vieillesse de la notion de résidence adoptée pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)

Voir les comptes rendus n°[4](#), [5](#), [6](#) et [7](#) de la commission.